

Dépenses publiques, Gouvernance et Croissance économique des Pays d'Afrique subsaharienne (ASS)

Adama O. TRAORE^a, Breïma TRAORE^{ab}

^a*Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB/FSEG), Mali*

^b*Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Pratiques du Développement Durable (GRP2D). Email : adamao_traore@yahoo.fr ; breimat@gmail.com*

Résumé : Cet article analyse l'effet de l'interaction entre les dépenses publiques de consommation, d'investissement et la gouvernance sur la croissance du produit intérieur brut par tête des pays de l'ASS à partir des données de panel dynamique sur la période 1996-2015. Les résultats de l'estimation économétrique montrent globalement que l'interaction entre les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques de consommation et d'investissement a un effet significatif sur le taux de croissance du PIB par tête. Ces résultats attestent que les indicateurs de gouvernance peuvent améliorer significativement les performances économiques à travers l'amélioration des dépenses publiques de consommation et d'investissement. L'effet direct des indicateurs de gouvernance sur la croissance économique, aboutit à un effet positif et significatif. Cela prouve à suffisance que les institutions sont nécessaires pour la promotion de la croissance économique des pays de l'ASS.

Mots clés : *Croissance économique, dépenses publiques, gouvernance, panel dynamique.*

Classification J.E.L. : *E02 - F43 – H50 – O11.*

Public Spending, Governance and Economic Growth of Sub-Saharan African Countries (SSA)

Abstract: *This article analyzes the effect of public expending consumption, investment and governance on per capita gross domestic product (GDP) growth in sub-Saharan African countries based on an analysis of dynamic panel over the period 1996-2015. The results of the econometric estimation show globally that the interaction between governance indicators and public spending on consumption and investment has a significant effect on the growth rate of GDP per capita. These results show that governance indicators can significantly improve economic performance through improved public spending on consumption and investment. However, the direct effect of governance indicators on economic growth leads to a positive and significant effect. This provides ample evidence that institutions are needed to promote the economic growth of SSA countries.*

Key words: *Economic growth, public spending, governance, dynamic panel.*

J.E.L. Classification : *E02 - F43 – H50 – O11*

1. Introduction

Le débat sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique n'est pas récent dans la littérature économique. Les dépenses publiques constituent un instrument de la politique budgétaire pour influencer à la fois les objectifs de croissance et de redistribution. Toutefois, le débat sur le rôle de la dépense publique en tant qu'instrument de régulation conjoncturelle a connu une ampleur considérable, tant par le nombre élevé d'analyses théoriques et d'études empiriques auxquelles il a donné lieu, que par l'importance des implications en termes de politique économique. Les arguments contradictoires à la base de ce débat ont contribué à reconsidérer avec prudence l'utilisation systématique des finances publiques à des fins de politique économique. Depuis l'avènement de la crise économique issue de celle des *subprimes* en 2008, le débat sur l'utilisation et l'efficacité de la politique budgétaire est remis au goût du jour tant du point de vue théorique qu'empirique. Comme en atteste l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE, 2010), à la suite de cette crise, les pays développés ont fait des interventions massives dans leur économie en termes d'accroissement des dépenses publiques, de création de monnaie, de nationalisations partielles de certaines entreprises etc.

Par ailleurs, depuis le début des années 1990, la bonne gouvernance s'est imposée comme un impératif universel des politiques de développement. La gouvernance se définit comme étant l'ensemble de traditions et institutions par lesquelles l'autorité est exercée dans un pays (Kaufmann et al.2004). Cela sous-entend : le processus par lequel un gouvernement est élu, remplacé, et soumis au contrôle public; la capacité d'un gouvernement à définir et à mettre en œuvre des politiques économiques efficaces; le respect des institutions régissant les interactions économiques et sociales entre les citoyens et le gouvernement. Aujourd'hui, les économistes s'accordent sur le fait que la gouvernance est l'un des principaux facteurs expliquant la disparité des performances dans les pays en développement (PED). Pendant longtemps, ils ont fondé leurs explications de la relance économique sur des facteurs purement économiques (investissement, consommation, exportation, technologie, etc.). Il a fallu attendre les revers des politiques d'austérité mises en place dans la plupart des PED pour voir émerger de nouvelles idées. Désormais, l'échec de la relance économique dans un contexte de sous-développement ne s'explique plus seulement par des facteurs économiques, mais également par des facteurs non-économiques, en particulier la qualité des institutions ou tout simplement la gouvernance. Les économistes d'inspiration libérale et les experts des institutions de Bretton Woods défendent ardemment cette nouvelle thèse.

En effet, l'intérêt pour les institutions et leur rôle dans la croissance se sont développés avec les travaux de la Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI) notamment avec ceux de (North, 1990a). Il a démontré que l'évolution de la croissance économique passe par la baisse des coûts de transaction et que cette baisse s'explique principalement par le système des droits de propriété, plus ou moins efficace, mis en place par les gouvernements. Aussi, le bilan tiré des politiques d'ajustement structurel (PAS) à la fin des années 1980 dans les pays d'ASS et les expériences passées ont mis en exergue, le

fait que les réformes purement économiques ne pouvaient conduire à des résultats durables sans une réelle volonté politique et une efficacité minimum des institutions politiques. D'où l'introduction de la notion de bonne gouvernance dans toutes les initiatives de développement des PED et de transition sous la houlette d'organisations internationales comme la Banque Mondiale (BM) et l'OCDE.

Dès lors, la notion a dominé le champ de l'analyse économique, politique et sociale et a permis une reconfiguration de l'action publique, l'émergence de nouveaux modes d'intervention et la transformation de modalités de l'action publique (Holec et Brunet-Jolivald, 2000). C'est en particulier ce que l'on observe dans les pays d'ASS où le financement des politiques de développement est en général conditionné par la qualité des institutions. L'idée sous-jacente à cette pratique, selon ces auteurs, est une nouvelle conception du rôle de l'Etat : un Etat réducteur d'incertitude, qui se fixe une vision de long terme, qui finance les dépenses publiques tout en exerçant un rôle de veille, d'évaluation, de prospective et qui doit aussi coordonner l'utilisation des ressources et les initiatives privées afin d'aboutir à une croissance économique forte. L'Etat, de par ses fonctions de stabilisation, d'allocation, de répartition, intervient directement dans l'économie par l'instrument budgétaire et indirectement plus généralement, par la gouvernance.

Dans cette perspective, une étude sur le lien entre les dépenses publiques et la croissance économique trouve son intérêt surtout lorsqu'elle s'inscrit dans le long terme et prend en compte les questions de gouvernance. Elle se justifie surtout dans le contexte des pays de l'ASS où les ressources budgétaires sont limitées ou souvent mal gérées. Malgré la reconnaissance du rôle que peuvent jouer les facteurs institutionnels dans l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique, très peu d'études, à notre connaissance, évaluent de façon empirique l'effet des caractéristiques institutionnelles sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique en ASS.

Cet article se présente de manière suivante : la deuxième section traite de la revue de littérature ; la troisième présente la spécification du modèle d'analyse ; quant à la quatrième, elle fait une analyse des résultats ; la cinquième section conclut.

2. Revue de la littérature

Comme l'ont souligné Barro et Sala-i Martin (2004), les écarts de taux de croissance peuvent expliquer les disparités de revenu qui existent aujourd'hui entre les pays. Identifier les facteurs qui contribuent à améliorer la croissance, ainsi que ceux qui l'entravent, constitue le socle de base de la lutte contre la pauvreté. C'est la raison pour laquelle la croissance figure au sein de nombreux développements de la part des économistes. Depuis l'émergence de la théorie de la croissance, de nombreux facteurs ont été désignés comme déterminants de la croissance. Solow (1956), dans l'une des contributions les plus importantes de la théorie de la croissance néoclassique, considère le progrès technique comme moteur de la croissance. Plus tard, avec les nouvelles théories de la croissance endogène, d'autres économistes comme Lucas (1988) ou encore Romer (1990), considèrent que c'est le capital humain qui est la source de la croissance. Barro (1990) estime que les dépenses publiques joueraient un rôle important. Il part du

principe relativement simple que des dépenses visant à créer des infrastructures telles qu'une autoroute, une ligne de chemin de fer ou encore un réseau de télécommunication rendent plus efficaces l'activité productive des entreprises privées. Ainsi, on peut remarquer que la nature de la croissance liée aux dépenses publiques est effectivement une externalité. Autrement dit, l'activité d'un agent (l'Etat en occurrence) a des effets sur celle d'un autre (les entreprises privées).

Pendant longtemps, les économistes ont fondé leurs explications de la relance économique sur des facteurs purement économiques (investissement, consommation, exportation, technologie, etc.). Depuis les années 90, ils s'accordent sur le fait que la gouvernance est l'un des principaux facteurs expliquant la disparité des performances dans les pays en développement (PED). Dès lors, ils se sont penchés sur les variables institutionnelles au rang desquelles se trouvent la qualité des institutions (Acemoglu et al., 2004), la démocratie (Barro, 1996), les droits de propriété (Clague et al., 1996), l'instabilité politique (Alesina et Perotti, 1996), la bonne gouvernance (Rodrik, 1999), la corruption (Mauro, 1995) etc.

Dans la littérature empirique, des études ont été mises en évidence par certains auteurs concernant l'effet de l'interaction entre certaines composantes de la gouvernance et les dépenses publiques sur la croissance. Foucault (2011), conclut qu'une meilleure connaissance des ressorts de la croissance économique québécoise couplée avec des institutions politiques et économiques réellement opérationnelles garantirait un rôle plus efficace aux choix de dépenses publiques. Ono et Shibata (2001) ont montré que les dépenses tirées par la puissance publique malgré l'environnement néfaste à la bonne gouvernance déterminent une augmentation appuyée du PIB et une accumulation graduelle du capital.

N'Gouan (2005) examine l'efficacité de la politique budgétaire associée à la gouvernance en ASS. Les liens sont incertains entre les variables budgétaires et de gouvernance, et le développement mesuré par la valeur ajoutée industrielle, le revenu par tête et l'indice de développement humain. Il note cependant que la politique budgétaire est inefficace dans les pays à gouvernance insatisfaisante ou moyenne. L'investissement public et la qualité de la gouvernance ont des effets puissants sur le développement dans les pays de bonne gouvernance. L'efficacité de la politique budgétaire est donc liée à la performance du pays en matière de gouvernance.

La littérature soutient largement l'idée selon laquelle la corruption est néfaste à la croissance (Tanzi, 2002 ; Svensson, 2005 ; Gyimah-Brempong, 2002). Les travaux empiriques montrent que les pays qui présentent des niveaux de corruption élevés affichent une croissance économique plus lente. Ce constat est particulièrement pertinent pour les PED en général, et pour les pays africains au sud du Sahara en particulier.

Outre qu'elle réduit la croissance, la corruption a également de grandes conséquences sur la distribution des revenus car elle affecte surtout les pauvres. La corruption ralentit en effet la croissance de leur revenu, réduit les dépenses publiques destinées aux pauvres, provoque une congestion des services sociaux et induit une intensité capitaliste dans la production, ce qui diminue l'impact que peuvent avoir l'investissement et la

croissance sur l'emploi (Ndikumana, 2007). Par ailleurs, la corruption détourne les dépenses publiques des programmes sociaux avec pour résultat la négligence des services d'éducation, de santé et sociaux. L'impact est encore plus tangible parmi les groupes marginalisés, les femmes et les enfants. Mauro (1998) et Gupta et al., (2000) ont prouvé aussi que la corruption réduit la part des dépenses d'éducation et de santé dans le PIB et qu'elle accroît celle des dépenses militaires. Mauro (1995), trouve à l'aide d'une régression linéaire, que la corruption est néfaste pour la croissance économique à travers ses effets pervers sur l'investissement. De même, Pelligrini et Gerlagh (2004) analysent la relation qui lie la corruption à la croissance à travers des régressions linéaires. Ils s'intéressent également aux canaux de transmission de la corruption sur la croissance. Leurs résultats suggèrent que l'investissement serait le canal de transmission le plus important avec une contribution de l'ordre de 32%.

Aga (2014) étudie la relation entre la croissance, l'investissement et la corruption en montrant à l'aide de la méthodologie des panels à transition lisse que la sensibilité de la croissance par rapport à l'investissement est plus élevée dans les pays caractérisés par un degré de corruption faible. Par ailleurs, les résultats montrent également un impact direct positif de la corruption sur la croissance. Ouattara (2007), analyse la relation de causalité au sens de Granger entre les dépenses publiques, la corruption et la croissance économique à partir des données statistiques des huit pays membres de l'UEMOA. Il ressort des résultats de l'étude qu'il existe une relation de long terme entre les variables. En outre, le niveau de corruption n'est pas justifié par la croissance économique. Poirson (1998) s'attachant à déterminer les différents canaux de transmission de la démocratie sur la croissance, à l'aide d'un modèle à équations simultanées, montre que, si les institutions ont un impact direct sur la croissance, elles ne parviennent pas à influencer le taux d'investissement privé, remettant en cause un des canaux d'action présumés de la démocratie.

En définitive, on peut dire que les études empiriques sont relativement homogènes quant à l'impact de la gouvernance sur les performances économiques mais largement hétérogènes en ce qui concerne l'identification des canaux de transmission.

En effet, pour atteindre une croissance économique forte et soutenue avec des ressources budgétaires limitées ou souvent mal gérées, l'apport de la gouvernance peut jouer un rôle déterminant. En outre, la persistance de la pauvreté et la régression des indicateurs de développement humain en dépit des taux de croissance stable et robustes sur les dix dernières années en ASS, participent à la recherche de solutions alternatives notamment la bonne gouvernance. Elle est présentée comme la solution permettant d'assurer la sécurité des transactions nécessaires à la croissance économique. C'est pourquoi, la présente investigation s'intéresse principalement à l'évaluation des effets de l'interaction entre les dépenses publiques et certains indicateurs de gouvernance sur la croissance du PIB par tête des pays de l'ASS sur la période 1996-2015. Il s'agit de déterminer l'effet indirect des dépenses publiques de consommation et d'investissement sur le taux de croissance du PIB par habitant en ASS au travers des indicateurs de gouvernance. L'hypothèse sous-jacente à cet objectif est que les dépenses publiques de consommation et d'investissement affectent significativement la croissance du PIB par tête des pays

d’Afrique subsaharienne, lorsqu’elles sont associées avec les indicateurs de gouvernance.

Après cet aperçu sur la littérature, nous abordons dans la section suivante la spécification du modèle d’analyse de l’effet de l’interaction entre les dépenses publiques et les indicateurs de gouvernance sur la croissance du PIB par tête en ASS sur la période 1996-2015.

3. Spécification du modèle d’analyse

3.1. Modèle de base

Nous cherchons à évaluer l’impact de la composition des dépenses publiques sur l’évolution du Produit Intérieur Brut par tête dans les pays de l’ASS tout en mettant en relief le rôle de la gouvernance dans un modèle de production de type Cobb Douglas. Soit le pays i qui effectue des dépenses publiques composées des dépenses publiques d’investissement (DI) et des dépenses publiques de consommation (DC) au profit des populations dans un contexte de mise en œuvre de réformes liées à la gouvernance (GV). (GV_j) la matrice des indicateurs de gouvernance qui sont la voix et responsabilité, la stabilité politique, l’efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la régulation, la règle de droit, le contrôle de la corruption, la liberté politique, la liberté civile et l’indice de gouvernance politique de Polity2. La production globale g dans ces pays est déterminée par :

$$g = DI^\alpha DC^\delta GV^{\beta_j} \quad (1)$$

Pour examiner les effets des dépenses publiques sur la croissance en tenant compte des caractéristiques institutionnelles, l’équation (1) a été élargie pour inclure les termes d’interactions.

$$g = DI^\alpha DC^\delta GV^{\beta_j} DI^{\rho_j GV} DC^{\gamma_j GV} \quad (2)$$

Ce modèle met en exergue l’effet conjoint des dépenses publiques d’investissement et de la gouvernance ($DI^{\rho_j GV}$) sur la croissance et l’effet conjoint des dépenses publiques de consommation et de la gouvernance ($DC^{\gamma_j GV}$) sur la croissance. Sous l’hypothèse que, les dépenses publiques d’investissement et de consommation permettent d’accroître la production globale, particulièrement lorsqu’elles sont associées à une bonne gouvernance.

L’équation (2) est augmentée de certaines variables de politique économique notamment l’inflation (INFL), les exportations en % du PIB (EXP), les investissements directs étrangers en % du PIB (IDE) et l’aide publique au développement en % du PIB (APD). Le choix de ces variables est motivé par leur capacité à influencer la croissance économique des pays de l’ASS.

$$g = DI^\alpha DC^\delta GV^{\beta_j} DI^{\rho_j GV} DC^{\gamma_j GV} INFL^\theta EXP^\sigma IDE^\pi APD^\tau \quad (3)$$

Nous transformons linéairement la fonction de production de type Cobb-Douglas de l’équation (3) en introduisant le logarithme (Ln). Cette transformation donne lieu à un modèle log-linéaire estimable par les outils économétriques disponibles.

$$\text{Ln}g = \alpha \text{Ln} DI + \delta \text{Ln} DC + \beta_j \text{Ln} GV + \rho_j \text{Ln} DI + \gamma_j \text{Ln} DC + \theta \text{Ln} INFL + \sigma \text{Ln} EXP + \pi \text{Ln} IDE + \tau \text{Ln} APD \quad (4).$$

3.2. Spécification économétrique du modèle

Pour évaluer les effets de l'interaction entre les dépenses publiques et certains indicateurs de gouvernance sur la croissance du PIB par tête des pays de l'ASS, nous utilisons la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique. Les techniques d'estimation des données de panel présentent plusieurs avantages. En plus de leur capacité à prendre en compte l'hétérogénéité des unités ou individus ou pays i au temps t , elles fournissent plus de variabilité et de précision, peuvent tenir compte de l'influence des caractéristiques non observables. Celles-ci favorisent l'étude de la dynamique du changement en permettant de capter des effets de court et de long terme. En introduisant dans l'équation (4) l'espace i qui représente les pays, le temps t et la matrice des indicateurs de gouvernance (GV_j), on a :

$$\begin{aligned} \text{Ln}g_{i,t} = & \alpha \text{Ln} DI_{i,t} + \delta \text{Ln} DC_{i,t} + \beta_1 \text{Ln} VR_{i,t} + \beta_2 \text{Ln} SP_{i,t} + \beta_3 \text{Ln} EG_{i,t} + \beta_4 \text{Ln} QR_{i,t} \\ & + \beta_5 \text{Ln} RD_{i,t} + \beta_6 \text{Ln} CC_{i,t} + \beta_7 \text{Ln} LC_{i,t} + \beta_8 \text{Ln} LP_{i,t} \\ & + \beta_9 \text{Ln} Polity2_{i,t} + \rho GV_{i,t} \text{Ln} DI_{i,t} + \gamma GV_{i,t} \text{Ln} DC_{i,t} + \theta \text{Ln} INFL_{i,t} \\ & + \sigma \text{Ln} EXP_{i,t} + \pi \text{Ln} IDE_{i,t} + \tau \text{Ln} APD_{i,t} + \lambda_i + \nu_i \\ & + e_{i,t} \end{aligned} \quad (5)$$

avec $i = 1, \dots, N$; $t = 1, \dots, T$

où les α ; δ ; β_j , $j = 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9$; ρ ; γ ; θ ; σ ; π ; τ sont les paramètres à estimer. Les coefficients α ; δ sont les effets directs des variables d'intérêt (DI et DC) sur la croissance. Les coefficients θ ; σ ; π ; τ sont les effets directs des variables de politiques économiques ($INFL$, EXP , IDE , APD) sur la croissance. Les coefficients β_j , $j = 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9$ sont les effets directs des variables de gouvernance (VR , SP , EG , QR , RD , CC , LC , LP , $Polity2$) sur la croissance.

Les ρ et γ représentent les effets indirects des dépenses publiques sur la croissance économique à travers les différents canaux de la gouvernance. Autrement dit, ce sont les coefficients des termes d'interaction entre les dépenses publiques et les indicateurs de gouvernance sur la croissance du PIB par tête. Leurs signes dépendent des variables de gouvernance utilisées dans le modèle.

λ_i est l'effet fixe ou le facteur d'hétérogénéité des pays, il prend en compte tous les facteurs non observés (constants dans le temps) qui ont un impact sur la croissance. ν_i est l'effet spécifique temporel et $e_{i,t}$ le terme d'erreurs particulier qui prend en compte les facteurs non observés (qui varient dans le temps) ayant un impact sur la croissance du PIB par tête.

Le modèle économétrique d'analyse (l'équation (5)) repose sur la méthode de panel dynamique qui incorpore un ou plusieurs retards de la variable dépendante (Logarithme du PIB par tête) comme variables explicatives. On a :

$$\begin{aligned}
Lng_{i,t} = & \omega Lng_{i,t-1} + \alpha Ln DI_{i,t} + \delta Ln DC_{i,t} + \beta_1 Ln VR_{i,t} + \beta_2 Ln SP_{i,t} + \beta_3 Ln EG_{i,t} \\
& + \beta_4 Ln QR_{i,t} + \beta_5 Ln RD_{i,t} + \beta_6 Ln CC_{i,t} + \beta_7 Ln LC_{i,t} + \beta_8 Ln LP_{i,t} \\
& + \beta_9 Ln Polity2_{i,t} + \rho GV_{i,t} Ln DI_{i,t} + \gamma GV_{i,t} Ln DC_{i,t} + \theta Ln INFL_{i,t} \\
& + \sigma Ln EXP_{i,t} + \pi Ln IDE_{i,t} + \tau Ln APD_{i,t} + \lambda_i + \nu_i + e_{i,t} (6)
\end{aligned}$$

3.3. Signes des paramètres et méthode d'estimation

Les données utilisées sont des données secondaires provenant de plusieurs sources.

La variable endogène g est le taux de croissance du PIB (produit intérieur brut) par tête tiré de la base des données (Africa Development Indicators, 2016) de la BM. Les variables explicatives d'analyse que sont le ratio de la formation brute du capital fixe (ou l'investissement) sur le PIB, les dépenses publiques de consommation sur le PIB des ménages proviennent également de cette même base des données.

En ce qui concerne les indicateurs de gouvernance dans cette analyse, nous utilisons :

- les six indicateurs de gouvernance de la BM (la voix et responsabilité, la stabilité politique, l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la régulation, la règle de droit, le contrôle de la corruption) qui proviennent de la base de données 'The Worldwide Governance indicators (WGI)' de la BM.
- les indicateurs de Freedom House¹ (la liberté politique, la liberté civile) ;
- l'indice de la gouvernance politique *polity 2* du projet *polity IV*².

Ces statistiques offrent des informations pour différents pays du monde dont les pays d'ASS. Dans ce travail, les données sont récoltées sur 43 pays de l'ASS de 1996 à 2015. Le choix de cette période en fonction des indications de gouvernance de la BM où ils sont disponibles de façon continue à partir de 1996.

Le tableau 1 résume la définition succincte des variables et la source des données.

En ce qui concerne la méthode d'estimation, la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique donne une estimation efficiente d'un tel modèle (contrairement aux MCO) en permettant de contrôler pour les effets spécifiques individuels et temporels et pallier les biais d'endogénéité des variables. L'estimateur le plus utilisé dans la littérature pour des modèles du type de l'équation (1) est celui des Moments Généralisés en différence « Diff GMM » d'Arellano et Bond (1991). Cet estimateur est basé sur la différence première des variables et élimine ainsi les effets spécifiques des pays tout en prenant pour instruments des niveaux appropriés de valeurs retardées (en niveau) pour toutes les variables potentiellement endogènes.

¹ C'est une organisation non gouvernementale (ONG) basée aux Etats-Unis et elle représente une voix claire pour la démocratie et la liberté à travers le monde. Depuis sa fondation en 1941 par Eleanor Roosevelt, Wendell Willkie et d'autres Américains étaient préoccupés par la montée des menaces contre la paix et la démocratie.

² Polity IV fait partie d'un programme de recherche de l'Université de Maryland. Il dépend du Centre pour le Développement International et la Gestion des Conflits (CDIGC).

Tableau 1 : La définition des variables et sources de données

Variables	Définition des variables	Sources
G	Taux de croissance PIB par habitant (en %)	Africa Development Indicators 2016
DC	Dépenses publiques de consommation en % du PIB	
DI	Formation brute du capital fixe ou dépenses Publiques d'investissement (en % du PIB)	
EXP	Exportations des biens et services en % du PIB	
INFL	Inflation, taux de croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation (en %)	
IDE	Investissements Directs Etrangers net entrant en % du PIB	
APD	Aides Publiques au Développement net reçues en % du PIB	
VA	Voix et responsabilité : prend des valeurs comprises entre -2.5 (faible) à 2.5 (bonne) performance en matière	The Worldwide Governance indicators (WGI), www.govindicators.org
SP	Stabilité politique et absence de violence : prend des valeurs comprises entre -2.5 (faible) à 2.5 (bonne) performance en matière de gouvernance politique	
EG	Efficacité du gouvernement : prend des valeurs comprises entre -2.5 (faible) à 2.5 (bonne) performance en matière de gouvernance économique	
QR	Qualité de régulation : prend des valeurs comprises entre -2.5 (faible) à 2.5 (bonne) performance en matière de gouvernance économique	
RD	Règle de droit: prend des valeurs comprises entre -2.5 (faible) à 2.5 (bonne) performance en matière de gouvernance institutionnelle	
CC	Contrôle de Corruption : prend des valeurs comprises entre -2.5 (faible) à 2.5 (bonne) performance en matière de gouvernance institutionnelle	
LC	Indice de liberté Civile qui prend des valeurs sur l'échelle de 1 (plus de liberté civile) à 7 (moins de liberté civile)	Freedom house : http://www.freedomhouse.org/report-types/freedom-world
LP	Indice de liberté politique : prend des valeurs sur l'échelle de 1 (plus de liberté civile) à 7 (moins de liberté civile)	
Polity2	Indice de la gouvernance politique Polity2 de Polity IV. L'indice prend des valeurs comprises entre -10 (moins de démocratie) et +10 (plus de démocratie).	Polity IV

Source : Les auteurs à partir des données de la BM, Freedom house et Polity IV du (CDIGC).

Si nous notons X la matrice des variables explicatives autres que la variable retardée Log du PIB par tête dans l'équation à niveau (1), l'équation en différence est :

$$\text{Lng}_{i,t} - \text{Lng}_{i,t-1} = \alpha(\text{Lng}_{i,t-1} - \text{Lng}_{i,t-2}) + \beta'(X_{i,t} - X_{i,t-1}) + (v_t - v_{t-1}) + (e_{i,t} - e_{i,t-1}) \quad (2).$$

Les hypothèses fondamentales sont que les termes d'erreurs ne sont pas autocorrélés : $E[e_{i,t} - e_{i,t-s}] = 0$; $s \geq t$; et que les conditions initiales soient prédéterminées par au moins une période $E[\text{Lng}_{i,t} e_{i,t}] = 0$ pour $i = 1, \dots, N$ et $t = 3, \dots, T$. Elles impliquent $m = \frac{1}{2}(T-1)(T-2)$ restrictions ou conditions d'orthogonalité qui sont linéaires en α : $E[\text{Lng}_{i,t} \Delta e_{i,t}] = 0$ pour $s \geq 2$ et $t = 3, \dots, T(2)$.

Ce modèle offre un estimateur consistant particulièrement pour N suffisamment grand et T relativement petit. Arellano et Bond (1991) proposent un test approprié pour la vérification de l'hypothèse fondamentale d'absence d'autocorrélation de second ordre des termes d'erreurs dans l'équation en différence : $[\Delta e_{i,t} \Delta e_{i,t-2}] = 0$. Une suridentification (nombre surélevé d'instruments) du modèle est attendue pour $T \geq 4$. Le test de Sargan/Hansen (Arellano et Bond, 1991 ; Arellano et Bover, 1995) est élaboré pour vérifier par ailleurs les contraintes de suridentification ou de validité des instruments.

Une des limites de cet estimateur est la faiblesse asymptotique de sa précision et celle des instruments qui entraînent des biais considérables dans les échantillons finis. Les séries temporelles du PIB par tête sont typiquement persistantes dans le temps et le nombre d'années d'observations dans le modèle est limité. Sous ces hypothèses, les valeurs retardées des variables explicatives sont des faibles instruments de l'équation en différence première. En plus, la différentiation de l'équation en niveau élimine les variations inter-pays et ne prend en compte que les variations intra-pays. Blundell et Bond (1998) à la suite d'Arellano et Bover (1995) proposent comme solution l'estimateur GMM en système (Sys-GMM) qui porte sur l'estimation simultanée de l'équation en différence première (2) associée à l'équation en niveau (1). Leur modèle permet de générer des estimateurs efficaces en panel dynamique pour des analyses portant sur de courtes périodes (T est petit). Ils développent $T-2$ conditions additionnelles de moments en supposant que les variables explicatives sont stationnaires : $[\Delta \text{Lng}_{i,t-1} (\lambda_i + e_{i,t})] = 0$ pour $t = 3, 4, \dots, T$.

Ces conditions sur les équations à niveaux associées à celles d'Arellano et Bond (1991) sur l'équation en différence première permettent d'obtenir l'estimateur GMM en système qui est beaucoup plus efficace que celui en différence. L'estimation du modèle de GMM en système en deux étapes (asymptotiquement plus efficace que l'estimation en une seule étape) est faite à l'aide de la commande *xtabond2* (Roodman, 2006) de Stata. La méthode de Windmeijer (2005) de correction de la matrice de covariance en échantillon fini permet d'éliminer le potentiel biais qui pourrait découler de l'estimation en deux étapes.

Après la présentation des différents modèles et la méthode d'analyse, nous présentons dans ce qui suit, les différents résultats sur le triptyque dépenses publiques, croissance économique et gouvernance.

4. Analyse des résultats

Nous présentons et interprétons dans un premier temps, les résultats des statistiques descriptives sur les variables clés de l'étude avant de nous attarder sur les résultats économétriques qui mettent en exergue le rôle de la gouvernance dans la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique dans les pays d'ASS de 1996-2015.

4.1. Résultats des statistiques descriptives sur les différentes variables des 43 pays de l'ASS

L'analyse est focalisée de façon générale sur les statistiques descriptives (moyenne, écart-type, minimum et maximum, ...) des variables d'intérêt sur l'ASS qui sont résumées dans le tableau 2 de 1996-2015. Ce tableau offre les statistiques sur les différentes variables pour l'ensemble des 43 pays (1996-2015). En moyenne, le taux de croissance du PIB par tête est de 2,13% sur la période pour le groupe de pays étudiés. Les parts dans le PIB, des dépenses publiques de consommation, des dépenses d'investissement, des exportations, de l'aide publique au développement, des investissements directs étrangers sont en moyenne respectivement de (15,23%), (21,10%), (32,58%), (10,59%), (4,44%) sur la période. Quant à l'inflation, elle est de 47,84%.

Tableau 2 : Les statistiques descriptives (moyenne, écart-type, min et max) des différentes variables sur la période d'études (1996-2015).

Variables	Obs	Mean	Std. Dev	Min	Max
CC	860	-0,602	0,623	-2,489	1,27
VR	860	-0,626	0,740	-2,8	1,047
EG	860	-0,740	0,613	-2,789	1,315
SP	860	-0,577	0,915	-3,681	1,122
QR	860	-0,646	0,644	-3,467	1,13
RD	860	-0,708	0,645	-2,312	1,053
G	851	2,126	5,745	-36,829	65,771
DC	846	15,230	7,665	2,128	69,542
DI	846	21,107	10,529	-23,762	113,577
EXP(% PIB)	847	32,580	19,655	-3,700	104,213
INFL	848	47,849	851,365	-100	24411,03
APD(% PIB)	731	10,597	9,710	-0,251	95,482
IDE(% PIB)	852	4,443	8,167	-8,589	145,201
LP	860	4,474	1,884	1	8
LC	860	4,247	1,445	1	7
Polity2	860	1,552	5,344	-9	10

Source : Estimation des auteurs à partir des données de la Banque Mondiale de Freedom house et de Polity IV du (CDIGC).

Les indicateurs de gouvernance sont, en général, négatifs dans la plupart des pays d'ASS, ce résultat confirme la faible performance des indicateurs de gouvernance au niveau des pays de l'ASS sur la période d'étude. Pour la stabilité politique et l'absence de violence,

la valeur moyenne sur la période est de (-0,57). Elle est de (-0,74) pour l'efficacité des pouvoirs publics, (-0,64) pour la qualité de la régulation, (-0,64) pour la maîtrise de la corruption, (-0,60) pour voix et responsabilité, et (-0,71) pour la règle de droit. Les résultats des indicateurs de la liberté politique (4,47) et de la liberté civile (4,25) aboutissent à un état de liberté moyen sur la période de (4,36). Cela montre qu'en moyenne les pays d'ASS sont partiellement libres sur la période 1996-2015. Enfin, l'indice de la gouvernance politique *polity2* du projet polity IV (1,55) est positif en moyenne sur la période indiquant qu'il y a une relative démocratie en ASS.

4.2. Présentation des résultats des tests et des estimations économétriques

L'objectif de l'analyse est d'évaluer l'effet des dépenses publiques (dépenses de consommation et d'investissement) sur la croissance du PIB/tête dans les pays d'ASS et de vérifier comment la gouvernance dans ces pays influence cette relation. Les estimations sont faites à partir de la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique, qui est approprié dans le cadre d'un échantillon fini (séries temporelles courtes). Les différents résultats sont consignés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 3 : Tests d'autocorrélation, de validité des instruments de Sargan des données relatives aux effets de l'interaction entre les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques de consommation sur le taux de croissance du PIB/tête

Variables	AR(1)	AR(2)	t-Sargan
CC CC*DC	z = -1.99 Pr > z = 0.047	z = 1.12 Pr > z = 0.262	chi2(29) = 46.53 Prob> chi2 = 0.021
VR VR*DC	z = -2.26 Pr > z = 0.024	z = 1.23 Pr > z = 0.218	chi2(29) = 50.96 Prob> chi2 = 0.007
EG EG*DC	z = -1.96 Pr > z = 0.050	z = 1.56 Pr > z = 0.119	chi2(36) = 55.91 Prob> chi2 = 0.018
SP SP*DC	z = -2.34 Pr > z = 0.019	z = 0.88 Pr > z = 0.381	chi2(29) = 46.75 Prob> chi2 = 0.020
QR QR*DC	z = -1.95 Pr > z = 0.051	z = 0.83 Pr > z = 0.409	chi2(29) = 52.86 Prob> chi2 = 0.004
RD RD*DC	z = -2.10 Pr > z = 0.036	z = 1.59 Pr > z = 0.112	chi2(29) = 48.45 Prob> chi2 = 0.013
LP LP*DC	z = -2.06 Pr > z = 0.040	z = 1.15 Pr > z = 0.251	chi2(29) = 55.31 Prob> chi2 = 0.002
LC LC*DC	z = -1.99 Pr > z = 0.046	z = 0.57 Pr > z = 0.567	chi2(29) = 52.98 Prob> chi2 = 0.004
Polity2 Polity2*DC	z = -1.97 Pr > z = 0.049	z = 1.14 Pr > z = 0.255	chi2(81) = 137.98 Prob> chi2 = 0.000

Source: Estimations des auteurs à partir des données de la Banque Mondiale, Freedom house et Polity IV du (CDIGC).

Les tableaux 3 et 4 reproduisent respectivement la statistique z des tests d'autocorrélation d'ordre 1 et 2 des résidus et la statistique du test de validité des

instruments de Sargan (Sargan test of over-identifying restrictions). Concernant les résultats des tests d'autocorrélation d'ordre 1 et 2 de ces tableaux, l'hypothèse nulle de non autocorrélation d'ordre 1 (AR(1)) des résidus est rejetée au seuil de 5% dans l'ensemble. Mais l'hypothèse d'une autocorrélation d'ordre 2 (AR(2)) des résidus est acceptée dans l'ensemble. Ces résultats valident donc le modèle de panel dynamique estimé en différence première, sous l'hypothèse que les termes d'erreurs non transformés sont non corrélés. Par ailleurs, les tests de Sargan ou de Hansen valident le choix des instruments dans les différents modèles.

Tableau 4 : Tests d'autocorrélation, de validité des instruments de Sargan des données relatives aux effets de l'interaction entre les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques d'investissement sur le taux de croissance du PIB/tête en ASS de 1996-2015

Variables	AR(1)	AR(2)	t-Sargan
CC	$z = -2.28$	$z = 0.76$	$\text{chi}2(30) = 35.99$
CC*DI	$\text{Pr} > z = 0.022$	$\text{Pr} > z = 0.445$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.208$
VR	$z = -1.93$	$z = 1.08$	$\text{chi}2(42) = 72.43$
VR*DI	$\text{Pr} > z = 0.054$	$\text{Pr} > z = 0.282$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.002$
EG	$z = -1.86$	$\text{chi}2(29) = 50.76$	$\text{chi}2(29) = 50.76$
EG*DI	$\text{Pr} > z = 0.063$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.007$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.007$
SP	$z = -2.06$	$z = 0.90$	$\text{chi}2(51) = 71.68$
SP*DI	$\text{Pr} > z = 0.040$	$\text{Pr} > z = 0.366$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.030$
QR	$z = -2.17$	$z = 2.07$	$\text{chi}2(25) = 39.88$
QR*DI	$\text{Pr} > z = 0.030$	$\text{Pr} > z = 0.039$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.030$
RD	$z = -2.09$	$z = 2.39$	$\text{chi}2(25) = 38.64$
RD*DI	$\text{Pr} > z = 0.037$	$\text{Pr} > z = 0.017$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.040$
LP	$z = -2.02$	$z = 1.36$	$\text{chi}2(57) = 90.58$
LP*DI	$\text{Pr} > z = 0.043$	$\text{Pr} > z = 0.174$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.003$
LC	$z = -2.18$	$z = 1.06$	$\text{chi}2(42) = 70.13$
LC*DI	$\text{Pr} > z = 0.029$	$\text{Pr} > z = 0.288$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.004$
Polity2	$z = -1.90$	$z = 1.07$	$\text{chi}2(42) = 72.95$
Polity2*DI	$\text{Pr} > z = 0.058$	$\text{Pr} > z = 0.285$	$\text{Prob} > \text{chi}2 = 0.002$

Source: Estimation des auteurs à partir des données de la Banque Mondiale de Freedom house et de Polity IV du (CDIGC).

Les tableaux 5 et 6 présentent les résultats des estimations des effets indirects de l'interaction entre les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques de consommation et d'investissement sur la croissance du PIB/tête.

4.3. Interprétation et discussion des résultats économétriques

4.3.1. Interprétation et discussion des résultats de l'effet de l'interaction entre les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques de consommation sur le taux de croissance du PIB/tête

Dans le tableau 5, il ressort que tous les coefficients des termes d'interaction entre les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques de consommation sont potentiellement significatifs. Ces résultats montrent que les indicateurs de gouvernance peuvent améliorer significativement les performances économiques à travers l'amélioration des dépenses publiques de consommation. Tous les coefficients des termes d'interaction sont négatifs sauf au niveau de la qualité de régulation qui a un effet d'interaction positif sur la croissance par tête du PIB. Cette situation indique que les indicateurs de gouvernance sont négatifs en moyenne sur la période d'étude. C'est-à-dire que les indicateurs de gouvernance ou les institutions sont très faibles en ASS pour servir de bons canaux de transmission des dépenses publiques à la croissance économique. Au regard de ces résultats, ces pays doivent plus orienter les dépenses publiques de consommation vers le renforcement de la qualité de régulation. Cependant, les effets directs des indicateurs de gouvernance affectent positivement et significativement la croissance du PIB par tête confirmant ainsi, l'hypothèse selon laquelle, les institutions sont nécessaires à la promotion de la croissance.

Tableau 5 : Coefficients des termes d'interaction entre les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques de consommation sur le taux de croissance du PIB/tête

Variables	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
CC	2,945	0,396	7,43	0,000
CC*DC	-0,150	0,026	-5,74	0,000
VR	2,608	0,658	3,96	0,000
VR*DC	-0,167	0,048	-3,46	0,001
EG	2,082	0,523	3,98	0,000
EG*DC	-0,084	0,029	-2,83	0,007
SP	1,431	0,255	5,60	0,000
SP*DC	-0,070	0,019	-3,66	0,001
QR	-1,973	0,590	-3,34	0,002
QR*DC	0,131	0,036	3,55	0,001
RD	2,571	0,457	5,62	0,000
RD*DC	-0,116	0,028	-4,09	0,000
LP	0,283	0,091	3,11	0,003
LP*DC	-0,023	0,047	-5,04	0,000
LC	0,435	0,663	6,57	0,000
LC*DC	-0,036	0,004	-8,73	0,000
Polity2	0,107	0,052	2,05	0,047
Polity2*DC	-0,009	0,002	-3,09	0,004

Source: Estimation des auteurs à partir des données de la Banque Mondiale de Freedom house et de Polity IV du (CDIGC).

Ce résultat confirme ceux de North (1981, 1990b) et Rosenberg et Birdzell (1986) qui attestent que les institutions sont *a priori* en interaction avec la croissance. Une croissance soutenue nécessite peut-être des institutions adéquates, mais elle permet en retour de dégager les ressources nécessaires à leur instauration. Cette thèse est corroborée par des études empiriques à l'instar de celles de Rodrik (1997, 2003), qui montrent que la qualité des institutions rend très bien compte des écarts de croissance entre pays Est-asiatiques ; écarts qui ne peuvent être imputés à des variables économiques traditionnelles comme l'accumulation de capital, le progrès technique ou encore l'accroissement de l'offre de travail.

4.3.2. Interprétation et discussion des résultats de l'effet de l'interaction entre les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques d'investissement sur le taux de croissance du PIB/tête

Le tableau 6 montre que les coefficients des termes d'interaction entre les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques d'investissement sont tous statistiquement significatifs. Ceci confirme l'hypothèse de travail selon laquelle la gouvernance peut affecter significativement la croissance à travers les dépenses publiques d'investissement. Certaines variables ont des coefficients positifs, il s'agit de la qualité de la réglementation, la règle de droit et l'indicateur de liberté politique et civile.

Tableau 6 : Coefficients des termes d'interaction entre indicateurs de gouvernance et de dépenses publiques d'investissement sur le taux de croissance du PIB/tête en ASS de 1996-2015.

Variables	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
CC	3,971	0,766	5,18	0,000
CC*DI	-0,158	0,030	-5,23	0,000
VR	0,867	0,403	2,15	0,037
VR*DI	-0,034	0,016	-2,10	0,042
EG	1,838	0,347	5,28	0,000
EG*DI	-0,069	0,020	-3,33	0,002
SP	1,640	0,319	5,13	0,000
SP*DI	-0,060	0,015	-3,91	0,000
QR	-2,134	0,534	-3,65	0,001
QR*DI	0,101	0,028	3,56	0,001
RD	-1,235	0,554	-2,23	0,031
RD*DI	0,072	0,024	2,93	0,006
LP	-0,195	0,087	-2,24	0,030
LP*DI	0,006	0,003	1,51	0,078
LC	-0,775	0,153	-5,04	0,000
LC*DI	0,019	0,003	5,65	0,000
Polity2	0,136	0,029	4,67	0,000
Polity2*DI	-0,006	0,001	-5,62	0,000

Source: Estimation des auteurs à partir des données de la Banque Mondiale de Freedom house et de Polity IV du (CDIGC).

D'autres ont des coefficients négatifs à savoir le contrôle de corruption, la voix et responsabilité, la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement et le polity2. Ces résultats corroborent ceux de Knack et Keefer. (1995) et Knack (1996), qui utilisent deux indices institutionnels dans leurs régressions et ils trouvent que les deux indices institutionnels sont significatifs dans les régressions de l'investissement au cours des périodes 1974-1989 et 1960-1989, confirmant un effet indirect sur la croissance par l'accumulation des facteurs. En plus, les institutions constituent un moyen efficace d'incitation et d'attractivité des investissements nécessaires à la croissance économique. En ce qui concerne les autres variables de gouvernance non interactives, l'effet direct et interactif n'a affecté que faiblement le signe et la significativité des coefficients.

5. Conclusion

L'objectif de cet article est d'évaluer les effets de l'interaction entre les dépenses publiques et certains indicateurs de gouvernance sur la croissance du PIB par tête des pays de l'ASS sur la période 1996-2015. L'hypothèse sous-jacente à cet objectif est que les dépenses publiques de consommation et d'investissement affectent significativement la croissance du PIB par tête des pays d'Afrique subsaharienne, lorsqu'elles sont associées avec les indicateurs de gouvernance. Cette étude tire sa justification à la faveur d'un déficit de croissance économique soutenue qui n'est autre que la conséquence de la faiblesse des indicateurs de gouvernance en ASS.

Nous avons estimé les effets des dépenses publiques sur la croissance économique en relation avec les indicateurs de gouvernance, pour 43 pays, sur la base des données de la Banque mondiale, par la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique. Les résultats de l'estimation économétrique montrent globalement que tous les coefficients des variables qui associent les indicateurs de gouvernance et les dépenses publiques de consommation et d'investissement sont significatifs. Ces résultats montrent que les indicateurs de gouvernance peuvent améliorer significativement les performances économiques à travers l'amélioration des dépenses publiques de consommation et d'investissement. Cependant, lorsqu'on considère l'effet direct des indicateurs de gouvernance sur la croissance, on constate que, majoritairement, toutes les variables de gouvernance l'affectent significativement et positivement. Ce résultat montre à suffisance que les institutions sont nécessaires pour la promotion de la croissance économique des pays de l'ASS. Aussi, les résultats des analyses confirment l'hypothèse de travail. En outre, les statistiques descriptives montrent que les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale sont tous négatifs en moyenne sur la période d'étude. Cela prouve que, les performances en matière de gouvernance sont encore très faibles pour bien soutenir les dépenses publiques dans la promotion de la croissance. Il convient alors de renforcer les institutions dans les pays d'ASS afin d'atteindre une croissance plus forte et soutenue.

6. Références bibliographiques

- Acemoglu D., Johnson S., Robinson J. (2004). "Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth," NBER Working Papers 10481, National Bureau of Economic Research.

- Aga L. A. (2014), « *Croissance, investissement et corruption : une analyse sur PSTR* », Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO), Université d'Orléans. Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion. Rue de Blois BP : 6739. Orléans Cedex 2. France.
- Alesina A, and Perotti R. (1996), « *Income Distribution, Political Instability, and Investment* », *European Economic Review*, 40, p. 1203-1228.
- Arellano M. and Bond S., (1991), « *Some tests for specification of panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equation* », *Review of Economic Studies*, 58, pp.277–297.
- Arellano M. and Bover O. (1995), « *Another look at the instrumental-variable estimation of error components models* », *Journal of Econometrics* 68, pp.29-52.
- Barro R. and Sala-i-Martin X. (2004), « *Economic Growth* » Second edition, 2004.
- Barro R., (1990), « *Government spending in a simple model of endogenous growth* », *Journal of political economy*, vol.98, n°5, pp. 103-125.
- Barro R., (1996), « *Democracy and Growth* », *Journal of Economic Growth*, vol. 1 n°1, pp.1-27.
- Blundell, R. and Bond S., (1998), « *Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models* », *Journal of Econometrics* 87, pp. 115-143.
- Clague C., Keefer P., Knack S and Olson M. (1996), « *Contract-Intensive Money: Contrast Enforcement, Property Rights, and Economic Performance* », *Journal of Economic Growth*, vol.4, n°2, economics, Vol.22, pp.3-42.
- Foucault M., (2011), “Institutions, croissance économique et dépenses publiques” in *Le Québec économique 2010*. pp.249-273, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (Cirano) Disponible sur : http://martial-foucault.com/wp-content/uploads/2011/Chapitre12_final.pdf
- Gupta S., Mello L. and Sharan R., (2000), « *Corruption and military spending* », IMF Working Paper 00/23, February, Washington, International Monetary Fund.
- Gyimah-Brempong K., (2002), « *Corruption, economic growth, and income inequality in Africa* », *Economics of Governance*, 3: 183-209.
- Holec N., Brunet-Jolivald G., (2000), « *De la gouvernance des économies à celle des territoires : Note de synthèse sur la gouvernance* », Centre de documentation de l'Urbanisme, Ministère de l'Équipement. Disponible en ligne à l'adresse suivante : www.urbanisme.equipement.gouv.fr
- Kaufmann D., Kraay A. and Mastruzzi M. (2004), « *Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996-2004* », *Policy Research Working Paper*. The World Bank.
- Knack, S. and Keefer, P. (1995), « *Institutions and Economic Performance Cross-Country Tests Using Alternative Institutional Measures* ». *Economics and Politics*, 7,
- Knack, S., (1996). "Institutions and the Convergence Hypothesis: The Cross-National Evidence," *Public Choice*, Springer, vol. 87(3-4), pages 207-228, June
- Lucas R. (1988), "On the mechanics of economic development," *Journal of Monetary Economics*, Elsevier, vol. 22(1), pages 3-42, July.
- Mauro P. (1995), « *Corruption and Growth Quarterly* », *Journal of Economics*, Vol. 110 (August), pp 681-712.
- Mauro P. (1998), « *Corruption and the Composition of Government Expenditure* », *Journal of Public Economics*, Vol 69, pp 263-279.

- Ndikumana L. (2007), « *Corruption and Pro-Poor Growth Outcomes: Evidence and Lessons for African Countries* », in *Governance and Pro-Poor Growth*, African Economic Research Consortium, Nairobi, Kenya, 184-216.
- N'Gouan, K. P., (2005), "*Impact des variables budgétaires et de gouvernance sur le développement en Afrique subsaharienne, une analyse transversale*", Second congress of african economists, african union commission, november 24-26, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- North D. (1990a), « *Institution, Institutional Change, and Economic performance* », Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- North D., (1981), « *Structure and change in economic history* », New York, Norton & Cie.
- North, D. (1990b). « *A Transaction Cost Analysis of Politics* », *Journal of Theoretical Politics*, Vol2, n°4.
- OCDE (2010), "*Niveau de déficit budgétaire des pays de l'OCDE*", OECD Economic Outlook 85 database.
- Ono Y., Shibata A., (2001), "*Government spending, interest rates, and capital accumulation in a two-sector model*," *Canadian Journal of Economics*, Canadian Economics Association, vol. 34(4), pages 903-920, November.
- Ouattara W. (2007), « *Dépenses publiques, Corruption et Croissance économique dans les pays de l'UEMOA : une Analyse de la Causalité au sens de Granger* », *Revue Africaine de l'Intégration*, Vol. 1, N° 1, pp. 139-160.
- Pellegrini, L. and Gerlagh, R. (2004), « *Corruption's Effect on Growth and Its Transmission Channels* ». *Kyklos*, 57, 429-456.
- Poirson W, H., (1998), « *Economic Security, Private Investment, and Growth in Developing Countries* ». IMF Working Paper, Vol. , pp. 1-31, 1998. Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=882216>.
- Rodrick D.(2003), « *Growth strategies* », Working Paper10050, <http://www.nber.org/papers/w10050>
- Rodrik D. (1999), « *Where Did All the Growth Go? External Shocks, Social Conflict and Growth Collapses* », *Journal of Economic Growth*4 (4): 385–412.
- Romer P. (1990), « *Are Non convexities Important for Understanding Growth?*», *American Economic Review*, Vol. 80, No. 2, pp. 97-103.
- Roodman D., (2006), « *How to Do Xtabond2 An Introduction to "Difference" and "System" GMM in Stata* ». Center for Global Development Working Paper No. 103.
- Rosenberg N., and Birdzell L. E. Jr (1986), « *How the West Grew Rich: The Economic Transformation of the Industrial World* ». New York Basic Books 1986 Pp. xii, 353.
- Solow, R. M. (1956), "A Contribution to the Theory of Economic Growth" *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, No. 1, pp. 65-94. June
- Svensson J. (2005), "*Eight questions about corruption*", *Journal of Economic Perspectives*19 (3), 19-42.
- Tanzi V. (2002), « *Corruption around the world: causes, consequences, scope and cures* », In G.T. Abed and S. Gupta (eds.), *Governance, Corruption, and Economic Performance*. Washington, DC: IMF, 19-58.
- Windmeijer, F., (2005), "*A finite sample correction for the variance of linear efficient two-step GMM estimators*", *Journal of Econometrics*, 126 (1), 25–51.